



Faut-il réduire le nombre de FONCTIONNAIRES ?



Chamassy/Superfrees

Wenn dem Staat das Geld ausgeht, dann muss er einfach nur die Zahl der Beamten reduzieren. Das ist auch das Ziel Nicolas Sarkozys – doch er stößt auf Widerstand. Von Pierre-Alain Le Chevallier. schwer

Depuis 1975, le budget de la France est déficitaire. En 2009, l'État a dépensé 150 milliards de plus que ce que ses **rentrées d'argent** lui permettaient. Aujourd'hui, la **dette** atteint le niveau record de plus de 1 200 milliards d'euros. L'État doit donc absolument **faire des économies**. L'un des moyens qu'il a pour cela est de réduire ses coûts de personnel en diminuant le nombre de ses fonctionnaires (☞ encadré p. 27). Mais les fonctionnaires sont-ils vraiment trop nombreux ? Le débat **fait rage** depuis des années en France... et **s'enlise** réguliè-

ment, conduisant à des grèves. Les dernières ont d'ailleurs eu lieu à la mi-janvier.

Pourquoi tant d'État ?

La question est très sensible en France parce que l'État a une place particulière. C'est l'État, royal puis républicain, qui a créé la France et non **l'inverse**. Inconsciemment, les Français le considèrent souvent comme un garant de l'unité nationale et de l'égalité entre les citoyens, qu'ils vivent en Alsace ou en Martinique. Quand une école ferme à la campagne, c'est l'État que les habitants

accusent de les avoir **« délaissés »**. L'État est donc confronté à deux **exigences contradictoires**. D'un côté, on attend de lui qu'il multiplie ses services – donc le nombre de fonctionnaires – pour améliorer la vie des Français **au quotidien** ; de l'autre, il doit absolument réduire son déficit. **Or**, recruter un fonctionnaire coûte cher : 3,5 millions d'euros en moyenne, **retraite** comprise.

Record européen

Avec plus de 20 % de sa population active travaillant dans le secteur public, la France est, avec la Suède, le

Qu'est-ce qu'un fonctionnaire ?

Au sens strict, un fonctionnaire est une personne employée **en tant que titulaire** dans une administration publique et soumise à un contrat de droit public. Mais les agents **non titulaires** ou **contractuels** sont souvent **qualifiés de fonctionnaires dès lors** qu'ils sont engagés par une administration. En France, sur les 5,3 millions d'agents des services publics, 81 % sont titulaires, et donc officiellement fonctionnaires. Ils sont alors engagés **à vie**. Depuis peu, leur **traitement** peut être complété par une **prime de performance**.

Les trois fonctions publiques

Il n'y a pas une, mais trois fonctions publiques : 2,5 millions d'agents publics travaillant dans la **fonction publique d'État** (ce sont notamment les enseignants) et 1,7 million dans la **fonction publique territoriale** (ce sont ceux qui travaillent dans les collectivités territoriales : communes, départements, régions). Enfin, près d'un million travaillent dans la **fonction publique hospitalière**. Au total, la fonction publique compte donc presque 5,3 millions de salariés, ce qui représente un peu plus d'un actif sur cinq en France.

Les employés du secteur public

À côté des fonctionnaires, plusieurs centaines de milliers de personnes ont un emploi **relevant du service public**, mais ne sont pas fonctionnaires : il s'agit par exemple des employés de la SNCF, d'agences gouvernementales ou d'institutions culturelles subventionnées par l'État. À La Poste, chez France Télécom, seule une partie du personnel a encore aujourd'hui le statut de fonctionnaire. De manière plus générale, l'État est propriétaire ou actionnaire de certaines entreprises de droit privé, en particulier dans l'énergie (EDF, GDF) ou la défense. Leurs salariés ne sont pas fonctionnaires, mais dépendent de l'État, et ont un statut particulier, généralement bien plus **avantageux** que celui des salariés du secteur privé.

en tant que titulaire	mit einem Beamtenstatus
non titulaire	nicht verbeamtet
contractuel,le	mit einem normalen Arbeitsvertrag
qualifier de	bezeichnen als
dès lors (dela) que	sobald
à vie	auf Lebenszeit
le traitement	das Gehalt
la prime de performance	die Leistungsprämie
la fonction/ le service public	der öffentliche Dienst
relever de	gehören zu
avantageux,se	vorteilhaft

pays d'Europe qui compte le plus d'**agents publics**. Pourtant, contrairement à tous les autres pays, la France continue d'**embaucher** des fonctionnaires. Entre 1980 et 2008, leur nombre a augmenté de 36 % ! Cette situation résulte notamment de la loi de décentralisation, **votée** en 1982 (☞ *Écoute* 3/10). Depuis, l'État délègue la **gestion** de certains services aux régions, aux départements

et aux communes. Ces **collectivités territoriales** ont donc massivement embauché. Mais parallèlement, l'État n'a pas réduit ses **effectifs**... et n'a pas complètement **revu** ses propres **missions** ! En effet, il n'est pas rare de voir à quelques centaines de mètres de distance les uns des autres un office de tourisme **municipal**, un département et un régional, sans oublier une direction régionale du ministère

le fonctionnaire	der Beamte
la rentrée d'argent	die Einnahme
la dette	die Verschuldung
faire des économies (f/pl)	sparen
faire rage	toben
s'enliser [sälize]	stecken bleiben
Pourquoi tant d'État ?	
l'inverse	umgekehrt
délaisser	im Stich lassen
l'exigence (f)	die Forderung
contradictoire	widersprüchlich
au quotidien	im Alltag
or	nun aber
la retraite	die Pension
Record européen	
l'agent (m) public	der Beamte
embaucher	einstellen
vote,e	verabschiedet
la gestion	die Verwaltung
la collectivité territoriale	die Gebietskörperschaft
les effectifs (m/pl)	das Personal
revoir	hier: anpassen
la mission	die Aufgabe
municipal,e	Gemeinde-
l'aberration (f)	die Unsinnigkeit
le contribuable	der Steuerzahler
tout au plus	allenfalls
rééquilibrer	umschichten
la santé	das Gesundheitswesen
Un sur quatre ?	
mettre en cause	infrage stellen
la baisse d'impôts	die Steuersenkung

du Tourisme ! Ces **aberrations** coûtent cher au **contribuable**. Pour une bonne partie de la gauche française, le grand nombre de fonctionnaires en France n'est pas un problème puisqu'ils sont au service des citoyens. **Tout au plus** faudrait-il **rééquilibrer** les effectifs vers des services prioritaires comme la **santé** ou l'éducation.

Un sur quatre ?

Toujours selon la gauche, réduire les recrutements ne suffirait pas à faire sortir les comptes de l'État du rouge : les économies réalisées ne seraient pas assez importantes. Elle **met** plutôt **en cause** les **baisse d'impôts** décidées par Nicolas Sarkozy. Ces baisses l'obligeraient justement à réduire le nombre de fonctionnaires. Le président de la République n'est évidemment pas de cet avis. Selon ☐